

DANIEL
BENSAÏD

Managua-Petrograd, et retour...

Un peu plus de soixante ans après la victoire de l'Octobre russe, la vieille amie la taupe attaque de son mufle infatigable le sol du Nicaragua. Il y a peu de points communs, en apparence, entre la Russie de 1917 et le Nicaragua de 1979. Les différences sautent aux yeux : la révolution russe survenait dans un immense pays en guerre, aux confins d'une Europe impérialiste démantelée par trois ans de combats. Elle disposait d'un inépuisable réservoir humain de millions d'ouvriers et de paysans. Elle bénéficiait de l'étendue même de son territoire et de la possibilité ouverte, en pleine guerre civile, de « céder de l'espace pour gagner du temps ».

Rien de tel au Nicaragua. Un tout petit pays d'à peine plus de 2 millions d'habitants, coincé entre l'Atlantique et le Pacifique, sous la surveillance directe du colosse impérialiste. Déjà saigné à blanc par la guerre civile.

Pourtant, malgré les différences de contexte politique, de sociologie, de géographie, du point de vue de la marche et de la stratégie de la révolution, la comparaison demeure pertinente. Paradoxalement, on pourrait presque dire que la révolution sandiniste se rapproche des grandes lignes du schéma stratégique d'Octobre. Préparé par plusieurs grèves générales et insurrections partielles, par le long travail d'usure de la guérilla, le renversement de la dictature commence,

dans sa phase finale, par l'appel à la grève générale, lancé le 4 juin 1979 par le Front sandiniste. En juin et juillet, la grève générale se transforme en insurrection urbaine de masse, en partie préparée et planifiée par l'avant-garde militaire sandiniste, en partie spontanée.

Ce processus de *grève générale insurrectionnelle* s'accompagne d'un essor de l'auto-organisation sous toutes ses formes : essor des comités de défense civique, prolifération de milices, rôle des femmes organisées dans l'Ampronac. Parallèlement, la Garde nationale, principal pilier de la dictature, se désagrège. Après le départ de Somoza, le 17 juillet, lorsque l'intérimaire Urcuyo prétend s'accrocher au pouvoir, il n'a plus entre les mains d'appareil d'État digne de ce nom, et un ultime élan des sandinistes et des masses de Managua balaie ce dernier vestige de la dictature.

Comme en Russie, l'impétuosité du *processus d'auto-organisation* résulte de l'effondrement d'un appareil d'État militaro-bureaucratique et de la faible charpente (ce que Gramsci appelait l'aspect « gélatineux ») de la société civile. Les organes divers, comités et milices, dont se dote la révolution répondent moins à un projet conscient qu'à un besoin urgent pour résoudre les problèmes les plus variés : ravitaillement, transport, autodéfense et vigilance, administration révolutionnaire, réorganisation des services de santé et d'éducation...

Dualité du pouvoir

Aussitôt rentré à Petrograd, l'un des tout premiers articles publiés par Lénine dans la *Pravda*, dès le 9 avril 1917, est consacré à la *Dualité du pouvoir*. Pour Lénine, il existe déjà deux pouvoirs antagoniques en Russie : la dictature de la bourgeoisie et la dictature naissante du prolétariat, incarnée par les soviets. Mais l'opposition entre ces deux pouvoirs ne revêt pas une forme limpide. Il y a au contraire « enchevêtrement » des deux pouvoirs et confusion dans la mesure où le pouvoir soviétique se dessaisit de l'exercice réel du pouvoir au profit du gouvernement. Il transfère sa légitimité révolutionnaire à un gouvernement de coalition entre les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks et surtout le parti « cadet », qui est incontestablement le parti de la bourgeoisie réformatrice.

Lénine fait de la question de la guerre et de la paix la pierre de touche de la politique gouvernementale : toute croisade chauvine, appelant à la poursuite de la guerre au nom d'une révolution qui n'en est

encore qu'à sa phase démocratique bourgeoise, revient pour lui à poursuivre la politique de la bourgeoisie sous une autre forme

A Managua comme à Petrograd, il y a, depuis le renversement de Somoza, *une forme spécifique de dualité du pouvoir*. La dictature a été abattue et son appareil répressif anéanti. La bourgeoisie conserve la propriété privée des principaux moyens de production et d'une partie de la terre. Elle dispose encore de certaines institutions étatiques et de moyens d'information. Elle est majoritaire numériquement au sein du gouvernement de Reconstruction nationale. Elle bénéficie surtout du soutien international de l'impérialisme et de la social-démocratie.

Au Nicaragua, le démantèlement de l'appareil répressif est déjà allé bien au-delà de ce qu'il était à Petrograd entre février et octobre 1917. En Russie l'essentiel de cet appareil restait en place, à commencer par la hiérarchie de l'armée tsariste et ses régiments spéciaux de Cosaques. En Russie, la bourgeoisie disposait de sa propre représentation politique sous forme de partis de type parlementaire, comme le parti cadet, et de ses agents politiques au sein du mouvement paysan et ouvrier, à travers les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

Au Nicaragua, en revanche, la seule force armée après la chute de Somoza est celle de l'armée rebelle sandiniste, forgée par les travailleurs dans la guérilla et l'insurrection, ou celle des milices. La bourgeoisie a commencé à créer son réseau de clubs, regroupements, chambres de commerce. Mais elle n'a pas encore de parti politique capable de remplir le vide laissé par le renversement de la dictature, comparable au parti cadet, ou même à ce que fut le PPD au Portugal après la chute de Caetano. De même, le Front sandiniste est jusqu'à présent le parti de la révolution au Nicaragua. Il ne l'a pas subie comme un bouchon au fil de l'eau, soumis aux pressions contradictoires de la poussée des masses et de la résistance de la bourgeoisie. Il a impulsé et dirigé le processus révolutionnaire, jusques et y compris l'insurrection finale. Il n'y a donc ni socialistes-révolutionnaires ni menchéviks pour diviser le mouvement populaire.

Nous n'en déduisons pas que le Front sandiniste soit en contrepartie l'équivalent direct du Parti bolchévik. Un parti bolchévik qui serait d'emblée majoritaire et sans concurrent. Il s'en faut de beaucoup. En raison de l'histoire et des limites programmatiques du Front sandiniste. Le Front peut être gros de courants menchéviks, petits-bourgeois. Ils peuvent apparaître face aux épreuves à venir. Mais une première sélection s'est opérée en son sein à travers les luttes passées et surtout à travers la guerre civile qui *précède* le renversement de la dictature au lieu de le suivre.

C'est pourquoi la dualité du pouvoir au Nicaragua est encore plus complexe et «*enchevêtrée*» qu'elle ne l'était en 1917 en Russie : *au point de traverser l'appareil gouvernemental lui-même*. Les principaux ressorts de la mobilisation populaire ont été jusqu'à présent d'ordre démocratique (contre la dictature et pour la terre) plutôt que directement socialiste. La conscience des masses est encore imprégnée de préjugés religieux ou anticommunistes. La révolution demeure sandiniste. Et derrière ce drapeau national mûrit et s'approfondit la conscience des ouvriers et des paysans, confrontés à un *processus de révolution permanente*.

L'enchevêtrement des deux pouvoirs, le chevauchement du contenu démocratique et du contenu social de la révolution sont tels, que le Front sandiniste se trouve dans une situation éminemment contradictoire. Emporté par la vieille dialectique du «*déjà plus*» et du «*pas encore*». La bourgeoisie n'est *déjà plus assez forte* pour assumer seule le pouvoir : la laisser gouverner seule signifierait courir à l'affrontement précipité, non seulement avec la bourgeoisie nationale, mais plus sérieusement avec son grand-arrière impérialiste. L'autre pouvoir, celui des ouvriers et des paysans, de leurs comités, n'est *pas assez consolidé et organisé*, majoritaire et reconnu, pour balayer le gouvernement. Les masses ne s'approprieront les revendications socialistes et ne se débarrasseront du gouvernement qu'à l'épreuve de la pratique, pressées par le besoin de résoudre la crise économique, qui amènera des conflits croissants avec les secteurs bourgeois du gouvernement.

C'est pourquoi cette situation transitoire trouve dans le gouvernement de reconstruction un point d'*équilibre instable* entre les forces du prolétariat et celles de la bourgeoisie, avant une épreuve de force inévitable.

Petrograd : organiser la révolution (de février à juillet)

Avant de revenir à Managua, nous irons à Petrograd suivre au fil des semaines les réponses de Lénine aux différentes questions posées dans un contexte de dualité du pouvoir : place des soviets, participation ou pas au gouvernement provisoire, convocation de l'Assemblée constituante, revendications sociales? Il s'agit là des éléments d'une tactique extrêmement mobile, qui ne cessent de se redistribuer entre février et octobre, au fur et à mesure des événements et des modifications du rapport de forces.

Dès son retour en Russie, en avril, Lénine met avant tout l'accent

sur la caractérisation de la situation politique comme situation de double pouvoir : « A côté du gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire : ... ce sont les soviets des députés ouvriers et soldats. » (« De la dualité du pouvoir », *Pravda*, 9 avril 1917). Un mois plus tard, il définit toujours la situation comme « une situation extrêmement originale : un enchevêtrement, un amalgame de deux dictatures, celle de la bourgeoisie (le gouvernement) et celle du prolétariat et de la paysannerie (le soviet) ». (« Les tâches du prolétariat », 28 mai 1917).

C'est ce contexte qui détermine et conditionne les rapports entre le gouvernement et les soviets, entre les revendications démocratiques et les mots d'ordre socialistes.

A l'annonce du déclenchement de la révolution, dès mars 1917 Lénine cite dans les « Lettres de loin » un vieil article d'octobre 1915, dans lequel il admettait la possibilité pour les bolchéviks de participer à un gouvernement révolutionnaire provisoire en compagnie de la petite bourgeoisie démocratique, mais en aucun cas avec les « révolutionnaires chauvins », partisans de poursuivre la guerre (tome 23, p. 141). En revanche, il écarte catégoriquement la participation minoritaire comme « simple pion » au gouvernement Goutchkov-Miloukov qui s'est formé après la révolution de février. Il est tout aussi impossible à ses yeux de participer « à égalité » à ce gouvernement, non par principe, mais parce qu'on ne peut concilier les exigences antagoniques de la guerre et de la paix. Enfin, on ne peut participer « majoritairement » au gouvernement sans renverser le gouvernement lui-même (« Lettre de loin », 11 mars 1917).

Or, dans la première vague de la révolution montante, le rapport de forces entre les classes et le niveau de conscience du prolétariat sont tels qu'il est hors de question de s'attaquer directement au gouvernement. Ce que Lénine entrevoyait déjà de son lointain exil : « Nous ne pouvons renverser d'emblée le nouveau gouvernement, ou si nous y parvenons, nous ne saurons garder le pouvoir que si nous opposons à la magnifique organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe, une non moins magnifique organisation du prolétariat... » (*id.*)

A son retour, il est parfaitement conscient de l'étroitesse de la voie, entre l'affrontement prématuré avec le gouvernement et la tentation opportuniste du soutien. Les fameuses Thèses d'avril sont sans appel : « aucun soutien au gouvernement provisoire », qui refuse de faire la paix (7 avril 1917). Mais aussitôt, quelques jours plus tard, Lénine met en garde contre le danger inverse : le désir subjectiviste de sauter pardessus l'étape démocratique bourgeoise encore inachevée. « Si j'avais

dit pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier, ce danger me menacerait. Mais je n'ai pas dit cela, j'ai dit tout autre chose...» («Sur la tactique», 13 avril 1917).

Et qu'a-t-il dit en vérité? Qu'il ne peut y avoir d'autre gouvernement que les soviets, qu'on ne peut passer du gouvernement provisoire qu'à ces soviets. Qu'il ne faut se laisser dérouter ni par les conciliateurs, ni «par les isolés enclins à brûler les étapes et à s'écrier avant que la majorité du peuple ait acquis une vigoureuse cohésion : A bas le gouvernement provisoire!» (*Ibid.*).

Le mot d'ordre du jour est au contraire à l'organisation des travailleurs autour des soviets. C'est encore ce qu'il réaffirme après la crise de fin avril qui a vu les masses descendre dans la rue contre la politique du gouvernement («Les leçons de la crise», 23 avril 1917). C'est toujours la thèse qu'il défend devant la conférence du Parti bolchévik le 24 avril : «Le mot d'ordre A bas le gouvernement provisoire! est teinté d'aventurisme, on ne peut pas renverser le gouvernement *en ce moment*.» Certains ont lancé ce mot d'ordre «erroné» : «Il faut renverser le gouvernement provisoire, mais *pas tout de suite* et pas par des moyens habituels.» Aussi le Parti se contente-t-il d'appeler à des manifestations pacifiques.

Dès l'ouverture du processus révolutionnaire, la tâche centrale réside donc dans le développement et la consolidation des soviets en tant qu'éléments prolétariens de la dualité du pouvoir. Cette tâche commande toutes les autres et conditionne les possibilités tactiques de lancer tel ou tel mot d'ordre sur le gouvernement ou la Constituante. La voie est tracée en toute clarté dans les Thèses d'avril : «La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut aller. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à quoi et comment il faut les préparer.» («Discours à l'appui des thèses d'avril», 12 avril 1917.)

De février à juillet, Lénine ne dévie donc pas d'un pouce. Il s'en tient à la ligne de conduite définie dès les premiers jours de la révolution : construire les soviets et y gagner la majorité, pour pouvoir faire basculer le moment venu la situation de dualité de pouvoir du côté du prolétariat. Tout affrontement précipité, avant que le second pouvoir soit au moins aussi fort que le premier, serait une aventure putschiste. «Le mot d'ordre de l'heure, écrit-il dès le 11 mars 1917, c'est l'organisation.» Et quelques jours plus tard dans «Les tâches du POSDR» (15 mars 1917) : «La tâche spéciale de l'heure, celle qui répond à cette situation transitoire, est l'organisation du prolétariat.» Pas l'organisa-

tion stéréotypée, mais l'organisation révolutionnaire qui doit réunir les fonctions de l'armée et de l'État, à savoir les soviets.

«Ouvriers, lance-t-il, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution» (7 mars 1917). La tâche est désormais de s'organiser, «d'élargir et affermir une milice prolétarienne» (22 mars 1917). Une milice «véritablement populaire», formée de la population entière des deux sexes, mobilisée un jour sur quinze, et payée par les capitalistes («Lettres de loin», 11 mars 1917).

En termes concrets, cette situation transitoire de dualité du pouvoir se traduit pour les soviets par des tâches de contrôle et de vigilance. Lénine applaudit au projet du soviet de Petrograd de créer un *Comité de surveillance* sur le gouvernement provisoire. Voilà qui est bien «un pas réel dans la voie des garanties réelles» (23 mars 1917). Il ne s'agit pas encore de prendre tout le pouvoir, mais de faire que le pouvoir prolétarien se dresse, s'étoffe et prenne conscience de sa propre force.

Quelle place occupe dans ce contexte, et par rapport à la priorité absolue donnée à la consolidation du double pouvoir, la consigne d'*Assemblée constituante*? Pour Lénine, il s'agit là d'un mot d'ordre démocratique radical, difficilement dissociable de la question du pouvoir réel. Ainsi, avant l'explosion révolutionnaire, il revenait déjà, dans un article du 9 janvier 1917, sur l'expérience de 1905 : «Ce n'est pas le tsar, mais un gouvernement révolutionnaire provisoire qui doit convoquer la première véritable assemblée représentative du peuple en Russie» (tome 23, p. 270). La Constituante n'a aucune vertu progressiste ou révolutionnaire en elle-même. Elle peut contribuer à mobiliser les masses et à élever leur niveau de conscience. Mais, dans la mesure où elle ne quitte pas le terrain de la démocratie parlementaire formelle et bourgeoise, elle n'est jamais autre chose qu'un mot d'ordre tactique étroitement lié à la situation concrète : «En 1905, la démocratie révolutionnaire comprit fort bien le caractère de cet octroi d'une Constituante fictive» (*Ibid.*). Et c'est pourquoi il était juste alors de boycotter la Douma.

Quand éclate la révolution, la revendication de la Constituante est au même titre que la paix un défi démocratique lancé au gouvernement provisoire : «Le soviet des députés ouvriers et soldats lutte pour la convocation immédiate d'une Assemblée constituante» (tome 23, mars 1917). Il faut souligner qu'il ne s'agit pas là d'un mot d'ordre central du Parti bolchévique, mais d'un défi lancé par l'embryon du pou-

voir prolétarien (le soviétique) au pouvoir bourgeois, sur son propre terrain, celui de la démocratie radicale.

De février à juillet, la Constituante n'apparaît pratiquement pas comme mot d'ordre central des bolchéviks sous la plume de Lénine, il apparaît plutôt comme incidente, comme rappel des promesses non tenues par le gouvernement provisoire, comme preuve de ses contradictions et de son impuissance. Ainsi, dans « Les tâches du prolétariat » (28 mai), Lénine reproche-t-il au gouvernement de ne pas avoir encore fixé de date à la convocation. Mais la tâche *pratique* principale demeure la consolidation des soviets : « Plus nous mettrons de zèle à aider le peuple à former partout des soviets, à prendre en main la vie de la nation, plus Lvov et consorts retarderont la convocation de la Constituante, et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par la Constituante *ou sans elle*) en faveur d'une République des soviets. » (*Ibid.*) La perspective avancée est donc déjà celle de la République des soviets. Plus la démocratie réelle prolétarienne prendra corps à travers les soviets, moins la bourgeoisie osera affronter la comparaison et convoquer une Constituante qui pourrait lui échapper. Mais Lénine ne laisse en dernière analyse aucun doute sur la source réelle de décision : avec *ou sans* la Constituante (dont la souveraineté est ainsi niée par avance), le peuple choisira à travers les instruments qu'il se forge, et non à travers ceux du parlementarisme bourgeois.

En fait, Lénine redoute plutôt que la question de la Constituante n'obstrue l'horizon, qu'elle masque l'essentiel et encourage la passivité. De toutes ses forces, il met en garde contre le légalisme et l'attentisme. Ce qui distingue la politique des différents partis se réclamant du prolétariat, ce n'est ni la revendication d'Assemblée constituante, ni l'exigence qu'elle soit convoquée au plus tôt. Dans *les Partis et les tâches du prolétariat*, Lénine dit que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks répondent « oui, et au plus tôt », à la question de savoir s'il faut convoquer la Constituante. Que répondent les bolchéviks ? Et en quoi se distinguent-ils des autres partis ?

Ils répondent : « Oui, et au plus tôt. Mais la garantie de son succès et de sa convocation réside *uniquement* dans l'accroissement du nombre et dans la consolidation des forces des soviets ; l'organisation et l'armement des masses ouvrières : telle est la seule garantie. » (*Ibid.*) En clair les bolchéviks ne se distinguent ni par le mot d'ordre, ni par le délai de convocation, mais par le fait que la convocation et surtout la fonction réelle de la Constituante restent *subordonnées* à la construction d'un réel pouvoir révolutionnaire et prolétarien, celui des soviets, *qui commande toutes les virtualités en germe dans la situation de dualité de pouvoir.*

Petrograd : la question de la Constituante subordonnée au cours de la lutte de classe (juillet-août)

Les journées de juillet 1917 marquent un changement dans la situation et les rapports entre classes. La fonction tactique des mots d'ordre s'en trouve aussitôt modifiée. Pour Lénine la situation objective dicte les mots d'ordre et non l'inverse. Il enregistre immédiatement le bouleversement des données politiques : «Le 4 juillet marque un tournant... l'instabilité du pouvoir a pris fin. Le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution... Le pouvoir ne peut plus désormais être pris pacifiquement.» («A propos des mots d'ordre», juillet 1917). Pas un instant Lénine ne songe à changer d'orientation. Il continue d'affirmer qu'il aurait été erroné de chercher la conquête directe du pouvoir au cours des journées de juillet. Mais il faut enregistrer les changements intervenus.

La situation de dualité de pouvoir n'est pas surmontée. Mais l'équilibre fragile d'avant juillet est rompu. Le gouvernement provisoire et la majorité des soviets se sont frontalement opposés à la mobilisation semi-spontanée des masses et ont dissous le Parti bolchévique, interdit sa presse, emprisonné ses dirigeants. Au-dessus de la dualité de pouvoir émerge un gouvernement qui n'est plus investi par les soviets, mais qui prend les traits du bonapartisme : «Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît de l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie dans une ambiance de réformes démocratiques et de révolution démocratique.» (1^{er} septembre 1917.)

Lénine abandonne alors le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets. Dès lors que les directions majoritaires dans les soviets se sont placées sur le terrain de la contre-révolution, un mot d'ordre ne peut plus garder le sens qu'il avait avant juillet. En effet, après les journées de juillet, où socialistes-révolutionnaires et menchéviks ont «livré les bolchéviks à la réaction», tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution se sont à jamais évanouis» (*id.*). Le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets fut donc bien celui du *développement pacifique* de la révolution qui était possible en avril, mai et juin, jusqu'aux journées de juillet, c'est-à-dire au moment où «le pouvoir réel passa aux mains de la dictature militaire» («La situation politique», 10 juillet).

Lénine ne cesse de marteler cette idée, que le mot d'ordre du pouvoir aux soviets fut pendant tout un temps celui des «formes pacifiques et indolores» de la révolution : «Jusqu'au 4 juillet, le mot d'ordre du passage de la totalité du pouvoir aux soviets d'alors était le seul juste...

Il était possible d'éliminer pacifiquement la lutte des classes et des partis au sein des soviets.» (1^{er} septembre 1917.)

En juillet-août, le mot d'ordre disparaît donc. Il réapparaît à la fin août, pendant quelques jours en tant que formule explicite de compromis, après la défaite du putsch de Kornilov : «Ce qui est *un compromis* pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux soviets, formation d'un gouvernement menchéviks/socialistes-révolutionnaires responsable devant les soviets. En ce moment et *pendant quelques jours tout au plus*, ce gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique... Les bolchéviks ne devraient poser aucune autre condition [que la responsabilité devant les soviets].» (3 septembre 1917.) Pour se défendre contre Kornilov, le gouvernement a eu besoin de l'appui des masses. Le Parti bolchévik a reconquis droit de cité dans cette lutte. Il n'est cependant toujours pas majoritaire dans les soviets. Transitoirement, pendant quelques jours tout au plus, il peut donc proposer un gouvernement menchéviks/socialistes-révolutionnaires appuyé sur les soviets. Passé ce délai, le mot d'ordre du passage de la totalité du pouvoir aux soviets prendra un autre contenu, *non plus pacifique, mais insurrectionnel* : celui du dénouement violent de la dualité de pouvoir.

Dans les semaines qui suivent les journées de juillet, Lénine s'acharne à alerter son parti contre les «illusions constitutionnelles». Il redoute que la bourgeoisie pousse l'avantage par le développement de la contre-révolution démocratique, c'est-à-dire la restauration des institutions bourgeoises. Dans le fameux article contre les «illusions constitutionnelles» (26 juillet 1917), il écrit qu'il y a 99 % de chances pour que la Constituante ne soit pas convoquée à la date prévue, et, si elle l'était, 49 % de chances «d'être aussi impuissante que la première Douma tant que la révolution russe n'aura pas vaincu» (*Ibid.*).

Avant les journées de juillet, la convocation de la Constituante était bien l'un des enjeux de la lutte. Mais les menchéviks portaient leur attention sur «l'acte juridique» de convocation. «Les bolchéviks, au contraire, *plaçaient le centre de gravité dans la lutte de classe* : si les soviets triomphent, la réunion de la Constituante sera assurée, sinon elle ne le sera pas.» (*Ibid.*)

Les journées de juillet étaient dirigées contre la Constituante. Mais, «*sans une nouvelle révolution*, sans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, l'Assemblée constituante ou bien ne sera pas convoquée, ou bien ne sera qu'une parlote de Francfort, c'est-à-dire *une Assemblée impuissante et vaine de petits bourgeois* épouvantés par la guerre, partagés entre les velléités de gouverner sans la bour-

geoisie et la crainte de se passer de celle-ci. La question de l'Assemblée constituante est subordonnée à la marche et à l'issue de la lutte des classes qui met la bourgeoisie aux prises avec le prolétariat. » (*Ibid.*)

Petrograd : le pouvoir aux soviets devient le mot d'ordre de l'insurrection (septembre-octobre)

Un nouveau et dernier grand tournant se produit aux premiers jours de septembre, comme contrecoup de la mobilisation face à Kornilov. Entre le 31 août et le 12 septembre, les bolchéviks conquièrent la majorité dans les soviets de Petrograd et de Moscou. Lénine en tire aussitôt les conséquences pratiques : «Ayant obtenu *la majorité* aux soviets des députés ouvriers et soldats *des deux capitales*, les bolchéviks peuvent — doivent prendre en main le pouvoir. Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses...» («Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir», 12 septembre 1917). «Le 3 et le 4 juillet, enchaîne-t-il, nous n'avions pas derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les travailleurs et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux soviets. Elle a été créée uniquement par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des répressions contre les bolchéviks et par l'expérience de la rébellion contre Kornilov... Politiquement, nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, avant l'aventure Kornilov, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Petrograd.»

Dès lors l'heure a sonné pour *renverser le gouvernement et reprendre le mot d'ordre de tout le pouvoir aux soviets, dans un sens non plus pacifique, mais insurrectionnel*. Dès le 13 septembre, dans «Le marxisme et l'insurrection», Lénine affirme «la nécessité absolue d'une *rupture complète avec la bourgeoisie*, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel... Nous rompons définitivement avec ces partis (y compris les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks) car ils ont trahi la révolution...» Désormais, le mot d'ordre Tout le pouvoir aux soviets n'est «pas autre chose qu'*un appel à l'insurrection*» («Lettre aux camarades», 8 octobre 1917).

Face à la crise économique et aux ravages conjugués de la guerre et de la guerre civile, l'accent est mis non plus sur les seules revendications démocratiques, mais sur *le contenu anticapitaliste de la révolution*. Dans son texte sur «Les tâches de la révolution» et dans *la Catastrophe*

imminente et les moyens de la conjurer, Lénine met au premier plan des tâches «le contrôle, le recensement, la surveillance». C'est «le premier mot d'ordre de la lutte contre la famine». C'est la «question capitale», qui débouche sur la nationalisation des trusts, la banque unique, la suppression du secret commercial. Avant la victoire politique, il insiste : «Le gouvernement des soviets doit instituer sans délai le contrôle par les ouvriers de la production et de la consommation à l'échelle du pays tout entier.» Il met l'accent sur le contenu concret de la modification des rapports de production. Il ne suffit pas de nationaliser et d'étatiser. Sans l'exercice direct du pouvoir des travailleurs sur les lieux de production, la planification ne saurait remplacer efficacement le marché : «Ce n'est pas dans la confiscation des biens capitalistes que sera le nœud de l'affaire. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition.» («Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?»)

A partir du moment où le mot d'ordre Tout le pouvoir aux soviets devient le mot d'ordre de l'insurrection, *la question de la Constituante passe au second plan*. Elle ne joue plus un rôle moteur dans la mobilisation démocratique des masses. Il semble même que Lénine commence alors à se préoccuper de mettre en garde les travailleurs contre le rôle qu'elle pourrait être appelée à jouer, d'ultime barrage démocratique contre la révolution sociale. A travers la critique de la conférence démocratique, début septembre (dans «Le marxisme et l'insurrection»), s'annoncent les critiques ultérieures contre la Constituante : «La plus grande erreur de notre part, le pire *crétinisme parlementaire* serait de traiter la conférence démocratique comme un parlement, car même si elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle ne déciderait malgré tout de rien : la décision ne lui appartient pas; elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou.» D'où la conclusion qu'il fallait boycotter le pré-parlement. Dès lors, Lénine appelle à la *défiance envers la Constituante*, autant qu'il ne la revendique : «Si on peut réaliser l'alliance des ouvriers des villes avec la paysannerie pauvre en remettant immédiatement le pouvoir aux soviets, tant mieux... Sinon, *l'Assemblée constituante elle-même, à elle seule, n'apportera pas de salut*, car dans son sein les socialistes-révolutionnaires peuvent poursuivre leur jeu d'entente avec les cadets et Kérensky...» («La Révolution russe et la guerre civile», 29 septembre 1917.)

Plus se rapproche l'heure du dénouement final, plus Lénine se montre préoccupé du rôle de diversion que peut jouer la revendication démocratique de la Constituante. Le 8 octobre il écrit : «S'ils se résignaient à la

convocation de la Constituante par le gouvernement Kérensky, les bolchéviks réduiraient à une phrase creuse le mot d'ordre du pouvoir aux soviets, et se désoleraient politiquement en tant que parti prolétarien révolutionnaire.» Lors du comité central du 10 octobre, il répète : «Attendre jusqu'à la Constituante, qui, chose évidente, *ne sera pas pour nous*, est impensable, car cela signifie aggraver nos difficultés.» Il ne cesse de pester contre ceux qui veulent attendre, qui ne comprennent pas que seule la conquête du pouvoir «assure» la Constituante. Quand Zinoviev et Kamenev reculent devant l'appel à l'insurrection, il les dénonce comme corrompus avant l'heure par le crétinisme parlementaire : «Que messieurs Zinoviev et Kamenev fondent leur propre parti, avec quelques dizaines d'individus désorientés ou de *candidats à l'Assemblée constituante.*» (18 octobre 1917.)

Cette défiance envers le mot d'ordre d'Assemblée constituante ne trouvera son expression théorique achevée qu'aux derniers jours de 1917. Devant le Comité central réuni le 1^{er} décembre, Lénine caractérise la Constituante comme «*la forme supérieure de la démocratie en république bourgeoise*». Il cherche à donner à la Constituante un contenu nouveau, à la tirer du côté de la démocratie directe à l'opposé de la démocratie représentative, ne fût-ce que par la révocabilité des élus : «Vous disiez qu'il fallait isoler la bourgeoisie, mais sous le couvert d'un mot d'ordre démocratique de pure forme, celui de l'Assemblée constituante, les cadets déclenchaient en fait une guerre civile... Nous avons institué le *droit de rappel des députés* et *la Constituante ne sera pas celle que la bourgeoisie avait conçue.*»

A la veille de la réunion de la Constituante, le 12 décembre, il rédige enfin ses «Thèses sur la Constituante», dans lesquelles il rappelle que, dès le début de la révolution, les soviets furent considérés comme «*une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante*». Ce fut le fil à plomb léniniste de toute l'année 1917. «Ainsi, *cette Assemblée constituante* qui devait être le couronnement de la République parlementaire bourgeoise ne pouvait que se mettre en travers de la voie de la révolution d'Octobre et du pouvoir des soviets.» («Projet de décret sur la dissolution de la Constituante», janvier 1918.) Le même jour, dans le discours sur la dissolution, il déclare : «Naguère, comparée au tsarisme et à la république de Kérensky, l'Assemblée constituante valait mieux pour nous que leurs fameux organismes du pouvoir; mais à mesure que naissaient les soviets, ceux-ci, bien entendu en tant qu'organes révolutionnaires du peuple tout entier, devenaient incomparablement supérieurs à tous les parlements du monde, ce que je soulignais déjà en avril.» Dans le projet de révision

du programme rédigé le 6 octobre 1917, il n'envisageait la coexistence entre la République soviétique et l'Assemblée constituante que comme un « *type mixte provisoire* ».

Managua : pour que les comités deviennent la tête et le bras de la révolution

Parallèlement à la résistance de la dictature, la bourgeoisie nicaraguayenne, conseillée par l'impérialisme, a tenté de négocier avec le Front sandiniste la sauvegarde de son pouvoir d'État. En juin-juillet, les accords conclus offraient à la bourgeoisie anti-somoziste une *triple garantie*. Il était prévu :

- la formation d'une junte de reconstruction de cinq membres (trois bourgeois et deux sandinistes) et d'un gouvernement de reconstruction ;
- la fusion de l'armée sandiniste et des restes de la Garde nationale ;
- la mise en place d'un Conseil d'État composé des représentants des organisations du front anti-somoziste, en majorité bourgeois.

L'ouragan de la révolution a balayé ce château de cartes. La maladroite obstination d'Urcuyo les 17 et 18 juillet a déclenché un dernier assaut populaire qui *a disloqué ce qui pouvait subsister de la Garde nationale*, dont les lambeaux se sont réfugiés au Honduras.

Le Conseil d'État n'a pas vu le jour. Fin octobre, les petits partis bourgeois (social-démocrate, social-chrétien, démocrate-conservateur) ainsi que la chambre de commerce, inquiets des nouvelles mesures sociales, ont organisé diverses réunions pour exiger la réunion rapide du Conseil d'État.

Ce conseil devait être composé de trente-trois représentants des partis bourgeois, de la chambre de l'Industrie et du Commerce, du Front sandiniste, des syndicats, de l'Église catholique et autres groupes. Sa composition avantageait outrageusement les secteurs les plus conservateurs du Front anti-somoziste. Depuis, la radicalisation de la révolution montre à l'évidence que sa convocation signifierait un grand pas en arrière. Aucune date n'a encore été fixée pour sa réunion, et le 5 octobre, Moïses Hassan, membre de la Junte de reconstruction, indiquait que sa composition devrait être reconsidérée. D'autres dirigeants sandinistes ont émis l'intention de redéfinir la composition d'un conseil d'État appuyé sur les organes de mobilisation nés du processus révolutionnaire.

Avec l'effondrement de la Garde nationale et en l'absence du Conseil d'État, le gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement de coalition entre le Front sandiniste et des représentants significatifs de la bourgeoisie, reste suspendu en l'air. Dans la mesure où il ne rompt pas radicalement avec les institutions de l'État bourgeois et avec la propriété privée, il demeure un gouvernement bourgeois. Mais il n'est pas le centre de gravité du pouvoir réel.

Les sandinistes qui détiennent la substance du pouvoir et contrôlent l'armée révolutionnaire ont parfois justifié à mots couverts ce gouvernement comme leur couverture pour négocier avec l'impérialisme. A l'inverse, ce gouvernement peut devenir le canal de transmission des pressions et des diktats impérialistes.

Il ne faut pas en déduire que l'heure serait à l'affrontement ouvert avec ce gouvernement. La question dans un gouvernement de coalition est de savoir qui est l'otage de qui. En Yougoslavie de 1943 à 1945, en Chine en 1949, à Cuba en 1960, les derniers ministres bourgeois étaient déjà les otages de la révolution et non l'inverse. Au Portugal au contraire, le PC et le PS étaient en juin 1974 les otages volontaires du gouvernement de Spínola, et nous exigeons leur retrait immédiat du gouvernement en même temps que la convocation d'une Assemblée constituante.

Au Nicaragua, le Front sandiniste détient le pouvoir réel, et *jusqu'à présent* le gouvernement a enregistré ou avalisé les mesures sociales prises. De sorte que *sa légitimité révolutionnaire n'est pas entamée aux yeux des masses*. On peut prévoir, dans la mesure où des secteurs significatifs de la bourgeoisie sont représentés en son sein, que des conflits et ruptures sont inévitables, au fur et à mesure que s'approfondira le processus de révolution permanente. Mais il n'est pas indifférent que ce soit la bourgeoisie qui soit acculée à rompre et à se retirer du gouvernement en s'opposant aux besoins de la révolution en marche.

Dans ces conditions, on ne peut considérer la présence du Front sandiniste au gouvernement comme un manquement aux principes. Le véritable problème est ailleurs : sans chasser directement les ministres bourgeois, il faut *éduquer les masses et les préparer à l'idée qu'un conflit est inévitable*. Qu'il est possible de lutter avec un secteur de la bourgeoisie contre la dictature et pour les libertés démocratiques, mais que la société ne peut être dirigée dans l'intérêt des travailleurs par un gouvernement où patrons et ouvriers se retrouvent côte à côte.

La gravité de la crise même ne tardera pas à poser le problème. Dans un pays dévasté par la guerre civile, en proie au chômage et à la famine ou aux rationnements, des solutions radicales s'imposent. La

révolution nicaraguayenne ne saurait être appréciée au seul critère du rythme et de l'ampleur des expropriations. Plus de la moitié des terres cultivables ont été nationalisées, ainsi que les entreprises de Somoza, la banque, les assurances. Mais la situation de pénurie appelle inévitablement de nouvelles mesures de contrôle des prix et de la production, de ravitaillement, d'épuration, d'extension de la réforme agraire. Le *Bill of Rights*, qui tient lieu de constitution provisoire, déclare que la propriété privée est passible de restrictions en fonction de «*l'utilité publique et de l'intérêt social*». Cette clause ouvre la voie à une possible extension de la réforme agraire, ainsi qu'à la multiplication des «interventions» ou enquêtes, y compris sur les biens de la bourgeoisie antisomoziste, à l'initiative des services gouvernementaux ou des comités sandinistes. Le ministère de l'Économie a ainsi été amené à établir un contrôle contre la spéculation sur les prix de la viande et à appeler les comités sandinistes à jouer un rôle actif dans l'exercice de ce contrôle.

Le développement de ces mesures anticapitalistes et l'essor de l'auto-organisation sont indissociables.

Le Monde du 27 octobre reprenait dans un article une dépêche de l'AFP faisant état des démêlés du ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, avec les milices, notamment dans la région de Masaya, ainsi que de déclarations insistant sur la nécessité de réduire les pouvoirs exagérés que se seraient octroyés certains comités de défense sandinistes (comme la possibilité de délivrer des permis de conduire et des autorisations de sortie à l'étranger).

Ces rumeurs sont en partie contradictoires avec les déclarations antérieures et avec les articles de la presse sandiniste. Lors d'une conférence de presse, le 9 octobre, Tomas Borge avait développé de manière détaillée sa conception du rôle et de l'avenir des milices : «Les milices actuelles sont en passe d'être intégrées à l'armée, à la police, à la production. C'est un processus plutôt lent en raison des limites matérielles et autres de l'organisation existantes. Dès que les milices actuelles sont intégrées dans l'armée, les organes de sécurité de l'État, les centres de production — ou dans les lycées et collèges, car nombre de miliciens sont en fait des étudiants ou des collégiens — nous allons créer une milice nationale. En fait, elle est déjà en création. Ce qui signifie que les travailleurs, dans les usines, les étudiants dans les universités, les employés dans les administrations, qui veulent rejoindre volontairement les milices (et j'insiste sur le mot volontairement, car il ne s'agira en rien d'un service obligatoire) pourront le faire.

«Nous avons calculé que dans quelques mois nous aurons 300 000

miliciens au Nicaragua. Ces miliciens seront intégrés dans les centres de production et les travailleurs dans les usines seront eux-mêmes des miliciens. Ils auront leurs propres armes. Il ne faudra pas les trimballer dans les rues, elles seront entreposées sur les lieux de travail, et seront bien évidemment sous le contrôle des miliciens eux-mêmes. Ces armes serviront à monter la garde dans les usines, à maintenir l'ordre dans les villes, ou, si nécessaire, à se joindre au combat, si notre pays est attaqué.

« En conséquence, les milices auront aussi un entraînement militaire d'au moins un jour par semaine, de sorte que, s'il était nécessaire de défendre le pays, le peuple du Nicaragua serait sans doute capable de le faire aussitôt à travers ses milices. »

Ce projet répond à un réel problème dans la situation de dualité du pouvoir qui est celle du Nicaragua. Les armes ont été saisies pendant la chute de la dictature, souvent par des jeunes à partir de 12 ans, dont les conditions matérielles ne permettent pas la scolarisation. Dans un pays où la moitié de la population est en proie au chômage saisonnier ou régulier, dans un contexte instable de guerre civile larvée, le danger existe de voir une partie des milices d'hier se transformer en bandes errantes. Le souci d'enraciner les organes miliciens sur les lieux de travail, d'étude et de production, est juste ; tout comme est juste le projet d'une tournée hebdomadaire d'entraînement militaire. C'est en ces termes que Lénine posait au printemps 1917 la question des milices. Avec une précision supplémentaire : que dans les entreprises privées, la journée d'entraînement militaire sera payée par les patrons !

Le sort des milices a sans aucun doute fait l'objet d'un débat dans le Front sandiniste. Mais après la tentative d'incorporer l'essentiel des milices dans l'armée sandiniste début août, la décision de leur maintien et de leur réorganisation semble l'avoir emporté. Ce que confirme leur présence à côté de l'armée au défilé militaire du 1^{er} septembre, ainsi qu'une lettre ouverte à la presse de Carlos Nunez, membre de la direction nationale unifiée du Front, datée du 7 septembre, en défense des milices, et enfin l'intervention de Tomas Borge.

Les comités de défense sandinistes, définis par le Front comme « les yeux et les oreilles de la révolution », posent un problème analogue. Il ne fait aucun doute que le Front sandiniste ne s'est pas contenté d'enregistrer l'existence des comités. Il a pris l'initiative de les encourager. Un article solennel de *Barricada*, daté du 23 septembre, prône leur développement : « C'est une organisation large et démocratique du peuple nicaraguayen qui se constitue pour défendre et consolider la révolution. Par son entremise les plus larges masses populaires met-

tent en œuvre les changements révolutionnaires, cherchent à résoudre leurs problèmes, défendent leurs intérêts et se préparent à participer directement à l'exercice du pouvoir populaire... Ils ont surgi avant l'insurrection comme une nécessité urgente d'organiser la défense contre la dictature et l'appui au FSLN. Les comités de défense furent les gardiens les plus effectifs de chaque quartier pour le nettoyer des sbires. Ils furent les infirmeries, les cliniques clandestines, les imprimeries secrètes équipées de ronéos vietnamiennes, les cantines subversives... Les CDS, comme nous l'avons dit, sont les yeux et les oreilles de la révolution.»

Cet article définit un mode de représentation des comités, à partir de la rue ou du bloc d'immeubles, *jusqu'aux conseils municipaux inclus*, sur la base d'un système de délégués *révocables à tous les échelons*. Mais rien n'est précisé au-delà. Aucun projet de congrès ou de conférence pour la *centralisation des comités au niveau du pays tout entier*. Or tel est bien le problème.

Après l'assassinat d'un de ses responsables, le 5 octobre à Managua, le Front sandiniste a lancé une opération de ratissage systématique de la ville. Après quoi, il a mis en avant une campagne pour *contrôler le somozisme, défendre la révolution*, à travers les CDS. Les comités se sont ainsi vu confier des tâches de contrôle, de surveillance, d'épuration, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui des tâches de contrôle des prix. Ces comités jouent donc un rôle actif de mobilisation. On peut néanmoins comprendre, dans une situation d'équilibre instable, dont tenteront de profiter les spéculateurs, les profiteurs, les embusqués du somozisme, que le Front sandiniste veuille contrôler centralement la délivrance de papiers comme les permis de conduire qui peuvent servir de documents d'identité, ou garder sous son autorité les mouvements d'entrée et de sortie dans le pays.

Mais il n'est pas possible d'ignorer que toute mesure de ce type, dans une situation enchevêtrée de double pouvoir, où les représentants du Front cohabitent dans le gouvernement avec des bourgeois notoires, où l'autorité révolutionnaire coexiste avec le maintien des institutions étatiques, revêt un caractère contradictoire. Une centralisation est sans aucun doute nécessaire. Mais une centralisation au profit du pouvoir révolutionnaire : s'il s'agit de retirer aux comités locaux des pouvoirs abusifs, ils ne peuvent être transférés qu'à un pouvoir central émanant lui-même de la centralisation des comités. A cette condition, il sera possible de convaincre les combattants de la révolution, sans renoncer à aucune parcelle des conquêtes révolution-

naires, de rassembler leurs forces pour faire face à de nouveaux affrontements.

La question de la Constituante et des élections libres ne peut être posée que *de manière subordonnée* par rapport à la priorité que constitue la centralisation des comités. Si l'épreuve de force immédiate n'est pas possible avec la bourgeoisie soutenue par l'impérialisme, c'est que le niveau de conscience des masses nicaraguayennes est encore largement antidictatorial et démocratique, bien plus que socialiste. La situation de dualité de pouvoir doit être mise à profit pour approfondir l'expérience des masses, *renforcer leur organisation autonome, élever leur niveau de conscience*. Syndicats, comités et milices sont les instruments de cette bataille. La seule qui donne des *garanties* pour aborder dans les meilleurs rapports de forces les confrontations inévitables.

L'exigence de convocation de la Constituante et d'élections libres peut être dans ces conditions l'axe de campagne privilégié d'une bourgeoisie soucieuse de reconstituer le terrain parlementaire sur lequel pourraient prendre vie les partis politiques qui lui font aujourd'hui défaut. Il peut s'agir des premiers préparatifs de la contre-révolution démocratique. Nous ne disons pas pour autant que le refus net de convoquer une Assemblée élue constituerait une position de force. C'est pourquoi il serait plus probant et plus efficace du point de vue des tâches à accomplir, de développer au maximum les organes de démocratie directe et de *les centraliser*. En reprenant la démarche de Lénine, les sandinistes pourraient alors répondre que *seule une Assemblée constituante convoquée par un gouvernement révolutionnaire appuyé sur un congrès national des comités pourrait être autre chose qu'une parlote* propice aux combinaisons et alliances parlementaires contre la révolution.

La révolution nicaraguayenne a de multiples obstacles à surmonter. Non seulement celui que représente sa propre bourgeoisie, mais encore les pressions internationales, incomparablement plus fortes, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Sa capacité à déjouer les pièges multiples et les traquenards dépendra en dernière analyse de l'existence d'un parti révolutionnaire cohérent, solide et reconnu. Le Front sandiniste a été jusqu'à ce jour l'avant-garde de cette révolution. C'est en son sein que les militants organisés de la IV^e Internationale défendront loyalement leur programme, pour s'efforcer de construire avec lui le parti révolutionnaire dont la révolution a besoin et à travers lui la section de la IV^e Internationale.

Daniel Bensaïd



Destruction en juin 1979 à Massaya dans le centre ville.

Sur un marché à Managua.

